

Rudi Vervoort : « Cette crise, c'est un problème wallon, pas bruxellois »

Le ministre-président

A 58 ans, le ministre-président bruxellois a un long parcours politique derrière lui. Il s'est lancé en 1989 sur les bancs du conseil communal d'Evere. Devenu échevin en 1993, il en devient bourgmestre en 1998. Compagnon de route politique de Guy Vanhengel (Open VLD), il devient député régional en 1999 et chef de groupe de 2004 à 2013. En février 2011, il succède à Philippe Moureaux à la tête de la fédération bruxelloise du PS jusqu'à son entrée au gouvernement régional en 2013.

- Le ministre-président PS du gouvernement bruxellois entend continuer à gouverner.
- Pour lui, la crise est due à un problème au gouvernement wallon.
- « Mais je suis conscient que le Samusocial jette un trouble sur ma formation politique. »

ENTRETIEN

Pas vraiment en partance, Rudi Vervoort, malgré la décision du président du CDH de cesser de gouverner avec les socialistes. A son cabinet, c'est la fourmilière, *business as usual*. Avant de partir au Parlement, il nous reçoit.

Ce vendredi, dans nos colonnes, Olivier Maingain (Défi), votre partenaire à la Région bruxelloise, appelait de ses vœux la poursuite de la coalition actuelle. Vous continuez comme si

rien ne s'était passé ?

Tant le gouvernement que le parlement n'ont jamais cessé de fonctionner à Bruxelles. L'ensemble des ministres, dont Céline Fremault (CDH), ont continué à alimenter l'ordre du jour. Au Parlement, on a encore voté ou discuté des textes importants : la régionalisation du bail, le code de l'aménagement du territoire, le mécanisme de dotation aux communes...

Rien n'est bloqué ou ralenti par le CDH ?

Rien du tout. Le seul point, ce sont les allocations familiales, mais nous ne nous sommes pas encore accordés sur ce point ; et cela date d'avant la crise. Au-delà de cela, nous sommes au travail. Il y a eu un peu de flottement dans l'ambiance au début, on s'est demandé comment allaient fonctionner les choses, mais très rapidement, tout s'est remis en place.

Le CDH ne donne aucun signe d'une fin prochaine ?

On a un contrat jusqu'en 2019. Je suis conscient que le Samusocial jette un trouble sur ma formation politique et je le comprends (lire également ci-dessous). Mais nous avons pris les décisions qui s'imposaient : les responsables ne font plus partie du PS. Et jusqu'en 2019, nous sommes des partenaires loyaux, nous exécutons l'accord de gouvernement, qui est le meilleur possible pour tous les partenaires. Je vais prendre un exemple : pour le CDH, M^{me} Fremault a défendu avec force l'intérêt de Bruxelles sur le survol, contre le gouvernement fédéral et singulièrement le MR. Ce serait quand même un peu curieux que, demain, M^{me} Fremault se retrouve dans un attelage avec le MR qui a été d'une passivité totale dans la gestion de ce dossier au fédéral. Je

« Si nous envoyons aujourd'hui nos militants dans les rues, ils vont se faire injurier »

pense que le CDH wallon et bruxellois ne sont unis qu'en façade...

Votre gouvernement est pourtant en sursis...

Pour nous Bruxellois, il y a d'abord eu un moment d'incompréhension. Avec cette crise, le MR et le CDH ont parlé de gouvernance et encore de gouvernance, mais bizarrement, ce sont les deux partis qui vont le moins loin dans ce domaine. Donc il y a autre chose. C'était un problème interne au gouvernement wallon lié essentiellement aux questions de cumul. Au CDH bruxellois de mesurer, à présent, l'intérêt qu'il a de rester. Et je crois qu'ils y ont tout intérêt. Sur le fond, je crois qu'il faut éviter de mettre à mal les institutions. On les a éprouvées. Et cette histoire nous aura peut-être montré que les institutions sont plus fortes que les velléités de quelques individus. On est en train de servir la soupe au nord du pays ! La N-VA en vient à demander aux Bruxellois de voter pour elle. On en est là !

Vous avez l'impression, comme certains Bruxellois, que c'est une crise provoquée par deux Wallons sans se soucier du destin de Bruxelles ?

Deux coqs wallons. En tout cas un : celui qui a débranché la prise n'a pas mesuré le fonctionnement bruxellois. Et notamment dans sa composante flamande. Les Flamands, on ne leur dit pas, "tiens au fait, on change de majorités, merci de vous adapter, on vous expliquera après".

Olivier Maingain vous tend la main pour faire partie de la majorité en Fédération Wallonie-Bruxelles. Vous irez, si on vous le demande ?

Il va falloir examiner toutes les pistes pour que cette institution fonctionne. Dans quelle configuration, on verra. Le PS est un parti de gouvernement, de gouvernance, de responsabilité, et s'il est invité autour d'une table, il participera. On peut être ostracisé dans l'émotion, je peux le comprendre, mais à un moment, la raison doit l'emporter.

Mais après les affaires, une cure d'opposition, ce ne serait pas régénérateur ?

Ça pend au nez de tout le monde, mais je considère que ce n'est pas l'option pour se régénérer. Quand je vois les enjeux bruxellois, je trouve que le gouvernement fonctionne bien et engrange des résultats. Les affaires ne remettent pas cela en cause. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE DE BOECK
ET **BERNARD DEMONTY**

Samusocial « Le PS doit s'excuser pour ce que certains de ses membres ont fait »

Vous ne croyez pas à la thèse du PS infréquentable pour des questions éthiques ?

Non. Un travail a été fait par les Wallons sur Publifin avec la commission d'enquête. Il est normal que le PS prenne plus que les autres, vu son positionnement. Mais on ne peut quand même pas dire que cela se soit fait sans l'aval d'une série de responsables du MR et du CDH. Le côté donneur de leçons a ses limites. En revanche, je ne pensais pas qu'on pouvait vivre un scénario semblable à Bruxelles... Arrive le Samusocial qui a une charge symbolique pire que Publifin ou le Kazakhgate dans l'opinion publique. C'est dévastateur, parce que c'est le PS et un secteur d'activité où l'on ne peut accepter l'idée que des montants hallucinants soient prélevés sur ce type de mission. Tout est hallucinant : la manière, la gouvernance, avec une responsabilité quasi exclusive de mandataires PS. C'est un véritable séisme dans la confiance que le parti a pu nouer avec la population bruxelloise. Il faut une réflexion collective sur la manière d'aborder cela, redélivrer un message, se rendre à nouveau crédible. C'est un challenge majeur d'ici à 2019. Il faudra du temps, de l'énergie et du travail pour retrouver

cette crédibilité. Le Samusocial nous a tous affectés et je comprends la colère des militants. Le Samusocial n'est pas la cause, mais nous avons donné une occasion extraordinaire de nous faire battre avec cette affaire. Nous ne l'avons pas bien mesuré au départ.

Très mauvais pour le PS ?

C'est quand même assez énorme quand on surit la commission d'enquête... En même temps, quand on va arriver au bout, on se rendra compte combien on a affaire à des comportements individuels complètement erratiques. Comment est-ce possible de fonctionner comme ça ? On a l'impression qu'on a levé une chape de plomb sur la tête de toute une série de travailleurs qui vivaient une espèce de régime à l'emporte-pièce. Y voir une stratégie politique, il faudra

m'expliquer laquelle... Il n'y en a aucune si ce n'est se servir. Mais quand on voit dans quel contexte et pour faire quoi, c'est complètement dingue.

Mais certaines choses se savaient...

Sur les jetons de présence, ça circulait depuis un certain temps mais personne n'imaginait le système. Quand j'ai reçu le premier rapport des commissaires après l'interview historique

de l'équipage Peraita-Degueldre dans vos colonnes, au gouvernement, on s'est dit qu'il fallait y aller. Et on a envoyé des commissaires. Autant pour Publifin, on peut dire qu'il y avait un projet économique derrière – qu'on aime ou pas – autant pour le Samusocial, c'est le vide à part le fric. Cela dénote aussi un vrai problème de relation à l'argent.

La Région aurait-elle dû agir plus tôt ?

Quand nous avons discuté du contrat de gestion versus administrateur-commissaire, il y a eu des tensions au sein du PS. Le gouvernement mettait beaucoup plus d'argent (10 millions. NDLR), il y avait une logique. Dans la discussion, on voyait clairement que la Ville de Bruxelles considérait que moins la Région s'en mêle, mieux c'est. Et donc, on est arrivé à un compromis qui me semblait assez logique avec des commissaires du gouvernement pour contrôler l'usage des dix millions. Mais la Ville ne voulait pas des administrateurs parce que sinon, ils risquaient de se mêler de choses qui ne les regardent pas... Le deal s'est fait comme ça. Après coup, je me dis que ce n'était pas un positionnement politique mais simplement la volonté de ne pas fourrer notre nez dans la ges-

tion... La Ville dispose de moyens exorbitants au regard de ses charges. Elle serait une commune comme les autres, elle n'aurait pas sa dotation fédérale. Aujourd'hui, dans la gouvernance bruxelloise, ça coince toujours. A un certain moment, il va falloir avoir une réflexion, tous ensemble, sur le modèle bruxellois. Le Samusocial, c'est une affaire sordide qui entraîne le PS dans une crise de

confiance par rapport aux Bruxellois. Si nous envoyons aujourd'hui nos militants dans les rues, ils vont se faire injurier. C'est notre premier chantier : redonner confiance à nos militants et ensuite nous donner les moyens d'être à nouveau crédibles vis-à-vis des Bruxellois.

Comment redorer l'image du PS ?

Il faut d'abord nettoyer et créer une nouvelle structure. Juridiquement, ce n'est pas simple, mais on sait ce qu'on veut en faire. Une structure régionale doit reprendre les missions régionales en concertation avec la Ville, qui est un partenaire incontournable. Il n'y a pas de raison qu'on ne s'entende pas. S'appellera-t-il encore Samusocial ? En termes d'image, il faudra y réfléchir. Pour le PS, c'est une autre affaire. Il faudra d'abord montrer notre capa-

acité à dire que ce qui ne va pas est sanctionné. Ensuite, accepter l'idée, en interne, que nous puissions être malmenés par des gens qui ont honte de ce que certains du PS ont fait.

Le parti doit s'excuser ?

Bien sûr. Pas s'excuser dans le sens où il a fauté, mais s'excuser parce que certains de ses membres ont commis des actes inacceptables. On ne va pas s'exonérer en disant : les vacances arrivent, à la rentrée tout le monde aura oublié et on recommence comme si de rien n'était. Ceux qui croient ça se mettent le doigt dans l'œil. J'ai longtemps cru que cette législature régionale serait placée sous le sceau des tunnels... Maintenant, je me dis que c'est dommage que ce ne soit pas le cas.

Et Yvan Mayeur ?

Je ne sais pas s'il est en mesure de comprendre ce qui s'est passé et les dégâts que cela a entraînés pour son parti... Peut-être qu'il devrait se dire qu'il a merdé. Quand il écrit dans sa lettre de démission qu'il « a peut-être commis des erreurs » et qu'on voit ce qu'il y a dans le dossier, comment peut-on qualifier ça autrement ? Quel gâchis ! ■

Propos recueillis par
PH.D.B. ET B.D.Y